31 mars 2025 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Discours de clôture du Président de la République à l’occasion de l’événement international « SOS Océan » .

Votre Altesse Sérénissime,
Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Président du Conseil,
Monsieur le Secrétaire général de l'OCDE,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames les ambassadrices, Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Monsieur le maire de Nice,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,
Chers amis,

Je suis très heureux d'être parmi vous. Je vous le dis sincèrement parce qu'il y a parfois des rendez-vous obligés. Mais vous le savez, pour ceux qui m'accompagnent depuis quelques années, le sujet de nos mers, de nos océans m’est cher, et je retrouve à chaque fois cette cohorte de visages amis, formidables exploratrices, explorateurs, scientifiques, engagés, activistes, militants, et chacune et chacun à travers les continents, vous portez cette cause qui inspire, continue d'inspirer, et je crois qu'on vient de le voir avec les quelques mots à l'instant d'Harrison FORD. Merci à vous d'être là et excusez-moi de ne pas avoir pu être avec vous depuis hier soir, mais je voulais en tout cas venir passer ces quelques instants à vos côtés.

Hier soir à 21h, la Tour Eiffel s'est illuminé en l'honneur de l'océan pour la première fois de son existence, afin de porter aux yeux du monde votre message d'attention toute particulière, ce SOS Océans. Ce que vous incarnez là pour préparer notre conférence est essentiel. Je veux dire toute ma gratitude à la Fondation *Oceano Azul,* organisatrice de ce si précieux moment de SOS Océans, et mes remerciements à son président et à son directeur général. Merci, José SOARES et Tiago PITTA e CUNHA.

L'urgence, je crois qu'ici, je n'ai pas besoin de la plaider. Vous êtes toutes et tous convaincus de celle-ci. La mobilisation, au fond, a commencé en 2022. On était ensemble avec, à l'époque, le Premier ministre António COSTA, avec l'UNOC 2 à Lisbonne, où beaucoup de choses ont été lancées. Ensuite, il y a eu le *One Ocean Summit* à Brest à l'occasion de la Présidence française de l'Union européenne. Dans la continuité de ce mouvement, on a pu relancer la conclusion de l'accord sur la gouvernance de la Haute-Mer, le fameux BBNJ, j'y reviendrai, accompagner les acteurs du transport maritime dans leur engagement pour trouver des carburants durables, et annoncer aussi nos premières grandes aires marines protégées.

Depuis, la mobilisation n'a pas cessé. À la COP15, dans le cadre mondial pour la biodiversité, un objectif commun a été validé : protéger 30 % de nos terres et de nos mers. Fin 2022, nous avons annoncé un engagement fort pour la France, tout faire pour interdire l'exploitation minière des grands fonds marins, puisque nous n'avons pas la connaissance scientifique nécessaire sur ces trésors de biodiversité que nous devons à tout prix protéger. Alors, nous savons tout l'engagement qu'il y a derrière et la nécessité pour nous qui en avons le deuxième domaine maritime du monde, la responsabilité qui incombe à la France en matière de recherche, en matière d'exigence pour pouvoir avancer.

C'est dans cet esprit que nous avons décidé, avec le Costa Rica, d'accueillir ensemble à Nice en 2025 le Sommet des Nations unies pour les Océans. Ce grand sommet des Nations unies sera d'abord précédé par un grand forum de l'économie bleue. Il sera organisé à Monaco, et merci infiniment, Monseigneur, pour votre mobilisation. Il va rassembler entreprises, monde de la finance au service de l'économie bleue, avec une feuille de route très claire : innover, investir pour une économie bleue durable qui protège les écosystèmes marins et le grand rôle régulateur du climat qu'ont nos océans. En cela, vous êtes fidèles à l'engagement de la principauté et de vos aïeux, et Monaco a toujours été aux avant-postes de ce combat, de la connaissance, de la protection de notre biodiversité et de nos océans, et je vous suis très reconnaissant d'organiser ce sommet.

Nous avons ensuite choisi de vous donner rendez-vous toute la première quinzaine de juin au bord de la Méditerranée, à Nice. Cher Christian, dans cette magnifique métropole qui, des sommets enneigés jusqu'à la mer Méditerranée, a ce caractère unique au monde qu'a en effet Nice et que vous avez su transformer ces dernières années. Notre Méditerranée est aussi porteuse de tant d'enjeux. Je le dis ici devant beaucoup d'entre vous qui, ô combien, engagés pour celle-ci. C'est 1 % de la surface des mers, mais 10 % de la biodiversité, 25 % de passage du transport maritime mondial et près de 500 millions de riverains, une mer en ébullition et affectée par de nombreux effets du changement climatique et de la pollution.

Tenir ce sommet à Nice est ô combien important. Première conférence des Nations unies que la France accueille sur son sol depuis la COP21 en 2015, l'UNOC 3 doit tenir ses promesses de restauration de la nature comme de protection du vivant. Ce rendez-vous est pour nous très important. Je veux ici vous remercier, remercier toutes les femmes et les hommes qui portent cette mobilisation, parce qu'au fond, ces rendez-vous servent à cristalliser des résultats et à accélérer les choses, mais il ne serait pas possible sans le travail de nos scientifiques, de nos exploratrices et explorateurs, des formidables aventuriers que vous êtes, des ONG, des entreprises, des fondations qui sont ici mobilisées et évidemment, de tout le réseau diplomatique.

Alors, je vais vous dire ce qu'on va essayer de faire à Nice. Et ici, en lançant la mobilisation, en accompagnant et en soutenant votre SOS, vous dire qu'on a huit objectifs pour moi.

Numéro 1, la haute mer. Je l'évoquais en parlant de BBNJ. C'est 64 % de la surface de l'océan global, plus de la moitié de la surface de la planète. Cet océan ne peut plus être une zone de non-droit, ce qu'il était, jusqu'à ce qu'on finisse par parachever les négociations au sein des Nations Unies. En mars 2023, le traité sur la biodiversité au-delà de la juridiction nationale, dit BBNJ, a été finalisé aux Nations Unies et adopté le 19 juin de la même année. On a 110 États qui ont depuis signé ce traité majeur pour la survie de l'océan. L'objectif pour Nice, c'est d'avoir au moins les 60 ratifications qui lui permettront d'entrer en vigueur. Quand je dis ça, on n'y est pas encore. Mais à ce jour, au 31 mars 2025, nous sommes à 21 pays qui ont ratifié ce traité. Il y a encore un très gros travail à faire dans les quelques semaines qui viennent. Nous devons redoubler d'efforts pour mobiliser largement. Le calcul simple suffit à voir qu'il y a beaucoup d'États européens qui ne l'ont pas encore fait. Ça veut dire qu'on a du potentiel avec mon ami Antonio, mais qu'on a aussi beaucoup de partenaires qui sont souvent touchés directement par les conséquences. Nous devons obtenir ce résultat, et j'en appelle à tous les États, qu'ils soient côtiers ou sans façades littorales d'ailleurs, de rendre possible un espace de gestion durable de la haute mer et de ses ressources, à travers la création d'aire marines protégées, d'études d'impact environnemental des activités engagées en haute mer, etc. C'est un point clé et le premier objectif pour ce sommet.

Le deuxième, c'est avoir une pêche durable. La mer nourrit, mais on doit garder ses équilibres et sa soutenabilité. L'océan est au cœur de notre souveraineté alimentaire. La loi française consacre la pêche d'intérêt majeur pour la nation, et c'est bien légitime. Nous avons beaucoup à faire, notamment pour regagner en souveraineté. Cette reconnaissance, elle nous oblige aussi, car le constat est clair. Si nous ne mettons pas fin à la surpêche au niveau mondial, nous faisons face à un risque majeur d'effondrement des stocks qui mettront en péril tous ceux qui vivent de ce métier, mais aussi tous ceux qui dépendent en partie de la mer pour se nourrir. Alors notre Europe, y prend toute sa part, et nous avons fait des progrès majeurs. La France y participe. Il y a 25 ans, 10 % des poissons débarqués étaient issus des stocks gérés durablement. En 2023, c'est près de deux poissons sur trois qui viennent de stocks en bon état ou reconstituables. Beaucoup de travail a été fait. Nous le devons à la mobilisation de nos pêcheurs et de nos scientifiques, et je veux remercier cette collaboration fructueuse qui est indispensable pour pouvoir relever un tel défi. Nous continuerons à agir avec les pêcheurs pour réduire l'impact de la pêche sur les écosystèmes. Nous l'avons fait en européen en interdisant ces dernières années la pêche électrique, mais aussi l'utilisation des engins de fond dans nos écosystèmes marins vulnérables, ainsi qu'à très grande profondeur. Nous continuerons, là aussi, pour obtenir de nouveaux résultats concrets, portés aussi par nos scientifiques en lien avec nos pêcheurs, pour améliorer justement ces résultats et permettre encore de mieux protéger nos fonds marins, en particulier dans les aires marines protégées.

Pour faire face à ce défi, nous devons également avancer de manière décisive sur le sujet de la lutte contre la pêche illégale, illicite et non déclarée. Entre 10 et 20 % de la production de poissons en est issue, ce qui est évidemment inacceptable. Alors, à l'Organisation Mondiale du Commerce, nous sommes nombreux à faire en sorte que l'accord qui mettra fin aux subventions à la pêche illégale soit ratifié pour Nice, ce qui est un autre objectif à cet égard. Je pense aussi à l'Accord du CAP, au *Port State Measures Agreement*, et j'appelle également la FAO à mobiliser tous les États sur les pratiques de pêche durable. Tous ensemble, nous devons développer une pêche de proximité non destructrice des écosystèmes, des circuits courts, une aquaculture durable, et penser à la transition des flottes, et arriver d'ici peu à ce que la pêche IAM, comme la surpêche, soit maîtrisée.

Le troisième objectif, c'est d'atteindre, en tout cas de continuer à remobiliser sur les 30 % de protection de nos océans. Toujours sur le sujet des processus multilatéraux, on s'était battus, on avait monté cette coalition, vous le savez, et l'objectif de Kunming-Montréal a été ainsi posé, protéger 30 % de l'océan d'ici 2030, mais nous en sommes bien loin. Depuis qu'on a posé cet objectif, qu'on s'est mobilisés avec plusieurs autres États membres, on est aujourd'hui à 8,5 %. Alors, nous appelons aux pays pour qu'ils annoncent à Nice de nouvelles aires marines protégées. Fixons-nous le but d'atteindre les 12 % de protection de nos zones économiques exclusives, voire les 15 % d'ici l'UNOC. La France fera sa part, d'abord avec la création de nouvelles aires marines protégées. Rappelons-le, la France a d'ores et déjà deux aires marines protégées dans le top 10 des plus grandes aires marines mondiales. On a vu avec la Fondation il y a quelques semaines, quand on était chez vous, président, les aires formidables qui ont été faites dans les Açores aussi. Nous continuerons donc cette mobilisation. Nous le ferons en renforçant le niveau de protection dans certaines de nos aires marines protégées déjà existantes pour mieux encadrer certaines activités humaines ayant un fort impact sur la biodiversité : le transport maritime, la pêche, les pollutions telluriques. Ces aires marines protégées, qui sont souvent le berceau de la vie marine, ont des bénéfices économiques évidents. Elles permettent la reconstitution des stocks de poissons. Elles constituent des barrières naturelles contre la hausse du niveau des mers. Elles renforcent le potentiel de séquestration de nos océans, qui est, je le rappelle, le premier puits de carbone mondial.

Quatrième objectif, c'est la décarbonation du transport maritime. Là-dessus, j'espère qu'à Nice, on pourra avoir des résultats vraiment tangibles. J'attends avec impatience les résultats des négociations qui se tiennent à l'Organisation Maritime Internationale, et dont nous saurons dans deux semaines si elles aboutissent à des mesures concrètes pour mettre en œuvre l'ambitieuse cible de la totale neutralité carbone en 2050. C'est un sujet essentiel. Nous avions mobilisé il y a quelques années lors du G7 de Biarritz nos transporteurs maritimes. Il y a eu un travail très important qui a été fait et nous devrons aussi, en Européens, investir massivement pour soutenir la transition du secteur, notamment dans les carburants durables. Mais de l'électrification des ports à la transformation, en effet, de notre flotte, allant vers les carburants durables, le transport hydrogène et autres, c'est une révolution de tout le secteur. Je veux saluer le travail fait par le cluster maritime français à cet égard, qui a été absolument remarquable et qui a été l'un des premiers au monde à présenter sa feuille de route pour la décarbonation, mais aussi les grands armateurs qui s'étaient engagés à mes côtés à la COP 29 à accélérer leur décarbonation. On joue beaucoup à l'OMI dans les prochaines semaines, et je souhaite que ce soit un des objectifs clés de l'UNOC.

Cinquième objectif : la lutte contre la pollution plastique. Là-dessus, soyons lucides, les derniers grands rendez-vous internationaux ont été des déceptions. Beaucoup de blocages, beaucoup d'anti-jeux, si je puis dire. Alors, nous ferons également en sorte, à Nice, sous la conduite de la ministre Agnès PANNIER-RUNACHER et de son homologue du Costa Rica, pour mobiliser les États les plus ambitieux en matière de lutte contre le plastique, dont on sait les ravages. J'ai été instruit par plusieurs d'entre vous, dans leurs responsabilités. Au fond, quand le plastique arrive en mer, il est déjà trop tard. Les microplastiques sont une catastrophe pour notre biodiversité, notre santé, animale et humaine. C'est bien la prévention et donc la transformation de tout un usage du plastique, des filières en amont qu'il faut penser, organiser. On a beaucoup bougé nos lois ces dernières années, en Europe et en France, à cet effet. À chaque fois, on se heurte à beaucoup de résistance, mais on a raison de le faire et on a des premiers résultats. Mais là, il nous faut véritablement réussir à bouger les choses sur le plan international. Pour cela, il nous faudra poursuivre les négociations sur le traité plastique, avec des négociations qui se tiendront tout début du mois d'août à Genève, qui sont un rendez-vous important. J'espère que l'UNOC permettra d'accélérer cela et de reprendre le travail.

J'ai demandé qu'avant cela, nous ayons à l'échelle de la Méditerranée une mobilisation toute particulière et un engagement des États riverains de la Méditerranée pour préfigurer ce que pourrait être l'accord de Genève. Nous avons, en tant qu'État méditerranéen, une responsabilité toute particulière pour nous mobiliser, mobiliser avec nous les citoyens, les industriels, les collectivités, pour faire en sorte que la Méditerranée ne soit plus la mer dont on dit qu'elle est la plus polluée du monde. Prévenir, justement, de la pollution plastique, c'est supprimer l'usage des plastiques à usage unique, c'est progressivement sortir de cette chaîne, permettre le recyclage et préserver nos mers. Les autres pollutions, chimiques, telluriques, doivent aussi être au cœur de nos objectifs à Nice. Je pense également aux Sargasses, rappelant ici que nos territoires ultramarins sont au cœur des solutions qui doivent être présentées avec les pays qui leur sont proches. Je sais qu'en particulier le Mexique est aussi prêt à s'engager fortement sur ce sujet. Nous n'oublions pas, bien sûr, les espèces marines menacées que nous travaillons en lien avec l'IUCN et de nombreuses ONG à protéger.

Le sixième objectif, ce sera la mobilisation de nouveaux financements. Nous travaillons en effet à mobiliser de nouveaux financements, y compris philanthropiques pour construire une économie bleue durable, et c'est toute la continuité de Monaco à Nice. Merci à l'OCDE en particulier, à son secrétaire général, dont le rapport a été présenté ce matin. Il éclaire très bien l'économie de l'océan en 2050. Le secteur privé, qui est aussi largement engagé, plusieurs sont là, et des fondations qui ont été avant-gardistes sont ici présentes, dans les solutions pour préserver notre océan et trouver un mode de financement de ces initiatives. L'océan est un support crucial d'investissement, tourisme bleu, énergie, régénération, biotechnologie, transport, y compris dans son développement vélique, port et pêcherie durable qui comptent parmi nos cibles de travail. Nous devons passer d'une logique de compensation à une logique de régénération intégrée et valoriser les services rendus par les écosystèmes marins dans les modèles économiques. A cet égard, tout le travail qui a été préparé par l'OCDE doit être consacré à Nice pour mobiliser ces financements.

Le septième objectif, c'est celui d'une lutte contre le changement climatique et les actions locales qui sont à déployer. En effet, à Brest, en 2022, nous avions, avec le précieux soutien de la plateforme Océan & Climat, rassemblé un certain nombre de villes mondiales touchées par le phénomène d'élévation du niveau de la mer. Avec ce soutien rénové de la plateforme Océan & Climat, je confiais à Christian ESTROSI la mission de créer cette grande coalition des villes et régions affectées par le sujet de la montée des eaux. Le 7 juin, le maire de Nice accueillera 500 de ses homologues, maires, gouverneurs, élus, représentant quelque 800 millions de citoyens qui seront touchés d'ici la fin du siècle par cette dramatique conséquence du réchauffement thermique de la mer et de la fonte des calottes glaciaires du Groenland à l'Antarctique. C'est une mobilisation essentielle qui va permettre là aussi de déclencher des coopérations, mais également des mécanismes d’adaptation, des financements qui sont adaptés.

Je mentionnerai aussi un cadre régional essentiel pour faire avancer la cause de l'océan, l'Union européenne. Quand je parle des actions locales qui seront à mobiliser, notre Union européenne sera là, cher Antonio, et merci de ta présence depuis hier au sein de tous. En effet, votre engagement pour l'océan doit être notre boussole, Monsieur le président, et avec la présidente de la Commission, vous avez mobilisé l'ensemble des services. C'est un Pacte européen pour l'océan qui sera présenté et qui permettra de réaffirmer l'océan comme l'atout stratégique et compétitif qu'il est pour nous, États membres. Nous avons le devoir d'en faire bon usage et montrer le chemin, et vous le présenterez à Nice le 9 juin avec la présidente de la Commission. Je n'oublie pas tout le travail qui a été fait ces dernières années, cher Pascal, avec une mobilisation des chercheurs, des financements européens, le jumeau numérique et tout ce que nous avons fait ces dernières années, qui est en quelque sorte, qui sont les fondations de ce Pacte qui va venir le parachever.

Ce Pacte bleu, ce doit être un pacte d'investissement dans la protection de nos océans, investir dans les carburants durables en européen, créer les filières permettant de remplacer peu à peu les énergies fossiles, investir dans l'électrification des ports, dans la recherche, dans l'innovation pour donner à notre communauté scientifique plus de moyens au service de la connaissance de nos océans. Ce doit aussi être un pacte de réciprocité pour nos pêcheurs qui doivent y trouver la protection légitime face à la concurrence des productions qui ne respectent pas les critères de durabilité, comme par exemple en matière de lutte contre les captures accidentelles de tortues dans la pêche à la crevette, pour ne prendre qu'un exemple parmi beaucoup d'autres. Je le dis et j'insiste toujours sur ce point parce qu'il est souvent oublié et il sera, à mon avis, clé pour maintenir nos objectifs dans la durée : s'il n'y a pas de réciprocité de nos efforts climatiques, il n'y aura pas de durabilité de notre effort climatique parce que nous perdrons l'adhésion de nos producteurs. Au moment où on demande des efforts à nos agriculteurs, nos industriels, nos pêcheurs, on doit les protéger et s'assurer qu'en quelque sorte, on crée des standards qui vont être progressivement opposables aux tiers. Sinon, je vous l'écris, ce qui se passera dans la décennie à venir, surtout compte tenu de l'attitude de quelques-uns, c'est qu'on reculera, sous la pression de nos industries ou sinon, on régulera des choses qu'on ne produira plus, et donc on importera du bilan carbone et de la destruction de biodiversité faite ailleurs. Ce critère de réciprocité est clé.

Enfin, le huitième enjeu, c'est la défense de la science. À Nice, nous saurons aussi rappeler notre attachement au travail scientifique et à une action publique fondée sur les résultats de la science. Je retrouve ici beaucoup d'amis des organismes scientifiques, français et internationaux, et je le redis ici, nous vivons aussi une période où beaucoup de grandes puissances stoppent leur financement vers les organismes de recherche publique, contestent la véracité des résultats établis scientifiquement. Je vous le dis, ça va être très dur de faire des financements sur nos sujets si le mot de « biodiversité » est interdit des programmes de recherche, ou si « diversité des poissons » est interdite des programmes de recherche. C'est ce qui est en train de se passer. On me l’expliquait l'autre jour encore dans le Conseil présidentiel scientifique. Il n'y a plus de financement américain quand ces mots sont dans un programme de recherche aujourd'hui. Nous avons une responsabilité, en Européens, mais nous tous ici, qui est de véritablement maintenir le financement d'une recherche académique libre pour le bien commun, mais qui permette aussi d'établir scientifiquement des résultats, et qui permette sur la base de ces faits établis aussi de changer les pratiques. Ce qu'on a réussi à faire, on l'a fait parce qu'on a mis autour de la table, par exemple, des pêcheurs et des scientifiques, ce que je veux qu'on puisse parachever sur nos aires marines protégées. On l'a fait parce qu'il y avait des scientifiques autour de la table et il y aura des scientifiques autour de la table pour confronter quelque chose qui est établi scientifiquement. A Nice, nous devons rappeler cet engagement-là et il ne doit pas y avoir d'action concernant l'océan qui ne soit éclairée par la science.

Avec l'appui de l'Ifremer, du CNRS, l'UNOC 3 commencera du 3 au 6 juin par le*One Ocean Science Congress* et tous nos organismes de recherche, évidemment, seront mobilisés autour. Cette conférence réunira 2 000 scientifiques représentant des chercheurs d'une centaine de pays. Ce sera la première, je crois, à être ainsi adossée à une conférence des Nations unies. Je tiens également à remercier tout particulièrement Bruno DAVID, dont l'excellent et très clair rapport sur l'exploitation des grands fonds marins conforte la position exprimée il y a deux ans, et est celle d'un groupe grandissant d'États qui se mobilisent derrière ce sujet. Mais c'était un sujet d'activistes, je parle sous votre contrôle, et c'est toujours vous qui m'avez convaincu. Elle est maintenant consolidée par la science et elle justifie qu'on continue à se mobiliser. Nous prenons donc véritablement — alors, choisissez les termes, mais nous, on a été très clairs et j'ai été très clair dans mon expression pour la France — les uns disent « pause de précaution », les autres disent « moratoire » sur l'exploitation de ces grands fonds marins que nous ne connaissons pas suffisamment pour endosser un code minier. C'est une nécessité. Nous porterons cette position à l'Assemblée générale de l'Autorité internationale des grands fonds marins, qui se tiendra à Kingston, en Jamaïque, un mois après l'UNOC. Mais au fond, notre priorité, c'est une priorité scientifique. On doit connaître, on doit comprendre et on doit protéger. Et ensuite, on pourra créer un cadre, quel qu'il soit. Mais, on ne peut pas créer quelque cadre que ce soit si on n'a pas d'abord compris et donc aussi exploré.

C'est pour ça que, pour moi, le combat inséparable de la connaissance scientifique, c'est le soutien que je continue d'apporter à tous nos explorateurs, à nos grands aventuriers et ceux qui vont continuer de lancer des missions d'excellence, que ce soit dans les grands fonds ou que ce soit vers les grands pôles. Ils ont, ils le savent, mon soutien. Enfin, à l'UNOC, nous proposerons également des rencontres qui mobiliseront de nombreux chefs d'État et de gouvernement présents, tous les partenaires, avec justement nos scientifiques.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les huit objectifs de l'UNOC. Je ne suis pas exhaustif, et il y aura beaucoup d'autres actions au rendez-vous. Mais je veux qu'autour de ces principaux objectifs, nous puissions mobiliser nos énergies. Ça a été très bien dit tout à l'heure, personne ne trouvera la solution pour nous. Au fond, c'est de l'intelligence collective, de la capacité à coopérer et de la volonté. Je pense que l'avenir de l'humanité et de fuir sur Mars un pays où parfois, on n'arrive pas à gérer quelques kilomètres carrés de bandes côtières, pas très loin d'ici, nous nous sommes convaincus que Neptune est la bonne aventure qui permettra de mobiliser les chercheurs. Il n'y a pas de planète B. On va tout faire et continuer de se battre pour la rendre vivable. Vivable, c'est permettre de tenir cet ordre international respectueux d'un humanisme éclairé, mais c'est aussi apprendre à vivre avec la planète, la nature, sa diversité, et le faire dans la durée, c'est aussi apprendre à les connaître. Et c'est ça, ce sommet de l'UNOC. Résolument, oui, en tout cas Neptune avant Mars, puisqu'on pourra faire l'un puis l'autre.

En tout cas, aujourd'hui, vous lancez de Paris ce SOS pour l'océan. Nous n'avons pas d'autre choix que d'être à la hauteur. Je sais que nous sommes attendus, que la France est attendue à côté du Costa Rica, que je remercie une fois encore, avec l'ensemble des États membres des Nations unies, avec toutes celles et tous ceux qui ont l'océan à cœur. Vous pouvez compter sur notre engagement plein et entier. En tout cas, moi, je vous remercie infiniment de vos travaux, de votre mobilisation, de votre énergie pour ce faire. Je compte sur vous, de maintenant jusqu'à Nice et au-delà, et vous pouvez compter sur moi.

Merci à tous.